



L'Armageddon du capitalisme financier?



Marc De Vos

Directeur

Itinera Institute

L'ouragan de la crise du crédit est passé outre-Atlantique. Même en Belgique, les dominos tombent. Dresser un bilan en plein milieu de cette tempête est impossible. Mais quelques constats sur le rôle de l'Etat et du marché s'imposent.

Le spectacle des gouvernements qui doivent faire le grand ménage après la gueule de bois du capitalisme financier irresponsable, ébranle la légitimité du libre marché. Quelle est l'autorité morale d'un modèle économique qui privatise les profits mais collectivise les pertes ?

Essayons quand même de garder notre sang froid. Le libre marché, c'est vous et moi. L'économie de marché est le résultat variable

de million de choix faits par des millions de personnes, qui ont tous leurs bon et mauvais côtés.

La convoitise et l'égoïsme sont pas propres au marché, mais à l'être humain. Dans une économie de marché, l'aspiration de l'intérêt personnel est nécessairement liée à l'intérêt de l'autre. Car le succès dépend de clients qui sont prêts de payer le prix qui génère des profits. Et ce prix n'est payé que s'ils en sortent un avantage eux-mêmes.

Voilà donc le concept. Pour que le concept devienne réalité, on a besoin de règles. Des règles qui assurent une concurrence forte ou de prix justes par des conditions de travail et des normes environnementales minimales. Sans règles, il n'y a pas de marché mais une jungle dans laquelle seuls les plus forts ou les plus intelligents peuvent se servir. Cette ancienne leçon d'économie nous la réapprenons pour la nième fois aujourd'hui.

Car les marchés financiers ont dépassé leur cadre régulateur. Les banques ont été dépassées par les banques d'investissement

et d'autres fonds qui opèrent dans un cadre plus souple. La pulsion du profit – poussés par des actionnaires exigeants – a été canalisée de manière insuffisante par des règles claires. C'est pourquoi des produits financiers extrêmement risqués ont été fabriqués, emballés, découpés et dispersés à travers tout le système, et finalement aussi auprès de nos banques, sans que quelqu'un n'y voit du feu. Jusqu'à ce que le marché immobilier, les fondements de toute la construction, s'effondre entraînant avec lui le reste du château de cartes.

La crise du crédit n'est donc pas uniquement un échec du marché, mais aussi un échec régulateur. Il faudra une nouvelle régulation pour éviter qu'un tel scénario se reproduise. Aucun marché ne peut fonctionner correctement sans règles claires et donc sans Etat fort.

C'est aussi normal que l'Etat joue le rôle de sauveur de dernière instance. Chaque banque, même si elle gérée de manière très prudente, a plus d'obligations à long terme que de recettes à court terme. Notre argent d'épargne est utilisé plusieurs fois, car nous n'avons pas tout besoin en une fois. C'est pourquoi les banques restent dépendantes d'autres fournisseurs de crédits pour survivre.

Quand la confiance nécessaire disparaît, chaque banque est condamnée à voir ses cours boursiers plonger, puis de déposer le bilan. Seul l'Etat est alors en mesure d'allouer de l'argent, en espérant que la confiance se rétablisse.

“

La crise du crédit n'est donc pas uniquement un échec du marché, mais aussi un échec de la régulation.

”

C'est le scénario de crise dans lequel nous nous trouvons. C'est terrible que l'argent du contribuable, qui aurait pu servir pour le pouvoir d'achat ou les pensions, ait à nettoyer l'héritage d'une dérive du profit à tout prix. Mais l'alternatif d'une liquidation ou dépôt de bilan gigantesque – qui aurait des conséquences pour tout le système financier – est encore pire, aussi pour le contribuable. Et l'Etat ne fait pas ça nous plus gratuitement. Il devient maintenant, comme aux Etats-Unis d'ailleurs, actionnaire principal des acteurs financiers. Une fois que les temps auront changé, ce « bailout » se sera peut-être avéré une occasion qui nous fera récupérer une partie de l'investissement au moins. Et

entre temps, il faut faire ses comptes avec le management qui est coresponsable pour cette débâcle.

Ceci n'est donc pas la fin du capitalisme financier, mais d'un capitalisme financier qui avait perdu ses pédales (ou ses freins !). Il faut maintenant repartir sur de bonnes bases et, grâce à de nouvelles fondations, ouvrir nos portes à de nouveaux capitaux.

Ce capital est, grâce à des années de croissance spectaculaire de l'économie mondiale mais aussi grâce au – si si – capitalisme financier, encore présent en masse. L'État doit jouer son rôle de régulateur, stabilisateur, trésorier, et prêteur en dernier ressort. Mais l'État n'est pas une alternative pour le marché. Ça aussi c'est une leçon de l'histoire économique.

Marc De Vos

Directeur Itinera Institute

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org